

L'exode urbain

*Paru dans Libération du 29 décembre 2003 sous le titre
Les Franciliens courent de la ville aux champs.*

Par Michel Godet¹

L'image d'une France de plus en plus urbanisée dans ses modes de vie est juste. On vit à la campagne comme en ville. Mais la réalité est plus subtile car les habitants des métropoles cherchent de plus en plus à vivre ailleurs et autrement tout en restant liés aux centres urbains. Il en résulte un accroissement de la mobilité. C'est le phénomène des rurbains qui vivent dans les villages ou en pleine campagne et travaillent à la ville située à une heure ou plus de leur domicile.

D'après le dernier recensement, 60 % des Français vivent dans les aires urbaines couvrant 13 % du territoire, et 16 % dans des communes périurbaines couvrant 17 % du territoire. Le monde rural, avec près du quart de la population et 70 % du territoire, progresse de plus en plus grâce à l'exode urbain. Entre 1990 et 1999, la progression démographique des zones urbaines et périurbaines est de moins en moins forte en raison d'un solde migratoire négatif pour les premières (- 900 000) et de plus en plus faible pour les secondes (+ 500 000 contre + 900 000 dans la période 1982-1990). De son côté, le monde rural progresse de plus en plus fortement grâce à un solde migratoire croissant (+ 410 000 entre 1990 et 1999 contre + 230 000 entre 1982 et 1990) et malgré un solde naturel négatif de 160 000 personnes. Combien d'habitants de Paris et des banlieues ne souhaiteraient-ils pas pouvoir ainsi résider loin des encombrements, du bruit, du manque d'espace et de temps pour la vie sociale ?

La réponse à cette question se chiffre en centaines de milliers. Curieusement, les Franciliens ne sont jamais sondés à ce propos. Cela ne les empêche pas de voter avec leurs pieds car, depuis 1968, l'Île-de-France se vide de ses habitants d'origine métropolitaine. En trente ans, le déficit de ce que l'Insee baptise pudiquement le "solde migratoire intérieur" dépasse 1,5 million de personnes. L'Île-de-France n'a pas vu pour autant sa population diminuer, bien au contraire. Elle a augmenté de 1,7 millions car ce phénomène a été plus que compensé par le solde naturel voisin de

¹ Professeur au Cnam, auteur de *Le Choc de 2006*, Odile Jacob 2003.

2,4 millions et les arrivées nettes de 800 000 migrants venus des DOM TOM ou de l'étranger. Ces derniers d'ailleurs ne restent pas non plus. L'Île-de-France est une porte d'entrée que l'on quitte le plus vite possible. Si l'on considère les trois départements Paris, Hauts-de-Seine et Seine Saint-Denis, ils ont accueilli plus de 290 000 migrants extérieurs entre 1990 et 1999 et ont perdu, en solde migratoire intérieur avec les autres régions, 220 000 habitants. En tout cas, la mobilité des Franciliens ne fait pas de doute : entre 1982 et 1990, un sur deux a déménagé² !

La perspective de *Vivre en Île de France en 2025* (Rapport de Louis Guieyssee du Cesr d'Île-de-France, TRP, Éditions Futuribles, n° 10, mars 2000) ne se résume pas à un long fleuve tranquille. Des conditions dégradées expliquent le solde migratoire négatif avec la province. La perte, en solde net, qui était de l'ordre de 40 000 personnes par an, dans les années 1980, est passée à 70 000 dans les années 1990. On découvre ainsi dans le même rapport que *“ les départs sont pour 60 % le fait de jeunes ménages de moins de 40 ans qui partent principalement pour disposer d'une meilleure qualité de vie et d'un logement plus grand à un prix abordable, leur permettant d'avoir des enfants ”*. En regardant de plus près les évolutions récentes, on apprend aussi que le déficit migratoire intérieur de l'Île-de-France s'est accru parce que les jeunes adultes de moins de 30 ans sont de moins en moins nombreux à quitter leur province pour s'installer en Région parisienne. Tous les départements de l'Île de France, à l'exception de la Seine et Marne en raison de son caractère rural, enregistrent un solde migratoire intérieur négatif avec la province : les rurbains fuient le cœur des cités et s'installent dans ce que la Datar appelle joliment *les campagnes des villes* .

Le rapport rédigé fin 1998 par le Préfet de Région Jean Pierre Duport sur la stratégie de l'État en Île-de-France évoque *“ une région riche affaiblie par ses contradictions ”*, *“ marquée par une dualisation sociale et territoriale alarmante ”*. Les Franciliens sont confrontés à la fois à un coût de la vie élevé, à une insécurité croissante et à de fortes nuisances urbaines qui engendrent une insatisfaction compréhensible illustrée par le mouvement d'émigration vers la province : 82 % des partants justifient leur départ

² Toutes ces données proviennent de l'INSEE et notamment des tableaux économiques régionaux pour 2000-2001.

par leur aspiration à une vie équilibrée et plus saine pour leurs enfants. Or, précise le rapport, si rien n'est fait pour inverser les tendances, la circulation automobile devrait augmenter d'un tiers d'ici à 2015 !

A contrario, il y a ceux qui restent, les plus démunis se retrouvant concentrés dans les mêmes quartiers. Louis Guieysse relève ainsi que " le nombre élevé d'immigrés de faible qualification, très exposés aux aléas économiques, au chômage et à la pauvreté, en particulier, dans de nombreux quartiers dits sensibles où leur proportion élevée est un obstacle à l'intégration et où le risque de fracture sociale est élevé ". Ainsi, en Île-de-France, le phénomène d'apartheid urbain se trouve renforcé par la fuite des familles nombreuses des centres villes et des cités vers les villes moyennes des autres régions. Le constat est connu. Toute politique de l'habitat et de l'éducation visant à ne plus chasser les familles nombreuses du cœur des villes et à assurer un meilleur brassage social devrait se montrer plus volontariste dans l'accueil et la répartition des populations défavorisées afin d'éviter la " Seine-Saint-Denisation " d'une grande partie de l'Île-de-France que personne ne souhaite.